

LOIRET

Ville d' ESCRENNES

**Extension de la plateforme logistique FM
France**

Enquête Publique Unique

- Demande d'autorisation environnementale au titre
des installations classées pour la protection de
l'environnement**
- Demande de permis de construire**
- Institution de servitudes d'utilité publique « risques
accidentels »**

Réalisée du 29 août 2022 au 10 octobre 2022

**Procès-verbal de synthèse des
observations**

DU

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Michel BENOIT

Une enquête publique a été prescrite par arrêté, de Madame la Préfète du Loiret, en date du 22 juillet 2021. Cette enquête a fait l'objet d'une réunion d'informations et d'échanges, le 24 septembre 2022, à 9H30 dans la salle polyvalente d'Escrennes.

L'enquête publique portait sur les demandes :

- d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
- de permis de construire.
- d'Institution de servitudes d'utilité publique « risques accidentels ».

Par décision n° E22000083 /45 en date du 22 juillet 2022, Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Orléans a désigné Monsieur Michel BENOIT (moi-même), en qualité de commissaire enquêteur, pour mener l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

La période d'enquête a été fixée, sur une durée de 43 jours, du 29 septembre 2022 au 10 octobre 2022 aux heures d'ouverture de la mairie.

Conformément aux arrêtés de Madame la Préfète, j'ai assuré 3 permanences :

- Le samedi 3 septembre 2022 de 9h00 à 11h30
- Le mardi 13 septembre 2022 de 15h30 à 17h30
- Le lundi 10 octobre 2022 de 16h00 à 19h00

Observations manuscrites du registre

- 1°- observation : pourquoi la mention « *données non diffusées* » pour certains produits.
- 2°- observation : existe-t-il , au final une évaluation des effets négatifs pour l'ensemble de la zone.
- 3°- observation : quelle est la destination finale des eaux de pluie.
- 4°- observation : pourquoi le classement seuil haut SEVESO.

Observations du courrier (annexe1)

I°- observation :pour les produits dont les données ne sont pas diffusées, quelles sont les particules émises en cas d'incendie.

II°- observation : concerne une demande d'analyse de la qualité de l'air dans le bourg tout en regrettant que les habitants ne sont pas informés de l'accroissement du trafic. Elle porte également sur le devenir de l'autorisation si la France respecte les normes européennes.

III°- observation : concerne les gaz à effet de serre avec une interrogation sur de potentielles erreurs de calcul dans les tableaux présentés et une contestation de la non responsabilité de FM France pour le trafic PL.

IV°- observation : conteste le bien-fondé de la compensation agricole.

V°- observation : porte sur des interrogation en matière de consommation d'eau potable.

Vous pouvez compléter mon information par tous éléments que vous jugerez utiles et si l'instruction de mon rapport le nécessite, je reviendrai vers vous pour d'autres questions.

Fait en deux exemplaires le 11 octobre 2022


Michel BENOIT